

**Septième Conférence des États parties
chargée de l'examen de la Convention
sur l'interdiction de la mise au point,
de la fabrication et du stockage des
armes bactériologiques (biologiques)
ou à toxines et sur leur destruction**

29 septembre 2011

Français

Original: anglais

Genève, 5-22 décembre 2011

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

**Examen du fonctionnement de la Convention,
conformément à son article XII**

**Faits nouveaux survenus au sein d'autres organisations
internationales depuis la dernière Conférence d'examen,
qui sont susceptibles d'avoir un rapport avec la Convention**

Document d'information soumis par l'Unité d'appui à l'application

Résumé

Le Comité préparatoire a décidé de prier l'Unité d'appui à l'application d'établir un document d'information sur les faits nouveaux survenus au sein d'autres organisations internationales depuis la dernière Conférence d'examen, qui sont susceptibles d'avoir un rapport avec la Convention (voir BWC/CONF.VII/PC/2, par. 24). L'Unité d'appui à l'application a donc établi le présent document qui passe en revue les faits nouveaux survenus à l'Organisation des Nations Unies (y compris au Conseil de sécurité, au Secrétariat, dans les institutions spécialisées et dans différents organes) et au sein d'autres organisations intergouvernementales internationales, ainsi que dans certaines organisations commerciales et scientifiques internationales particulièrement intéressantes dans ce contexte.

I. Introduction

1. Le présent document passe en revue les faits nouveaux survenus depuis 2006 au sein de l'Organisation des Nations Unies (y compris au Conseil de sécurité, au Secrétariat, dans les institutions spécialisées et dans différents organes) et d'autres organisations internationales, ainsi que de certaines organisations commerciales et scientifiques internationales particulièrement intéressantes dans ce contexte (telles que la Fédération des associations de défense de la sûreté biologique et l'Association du transport aérien international). L'exposé de ces faits nouveaux est donné sous la forme la plus concise possible, et s'accompagne des adresses électroniques auxquelles se référer pour toutes informations complémentaires. Lorsque les faits exposés ont été mentionnés dans des documents antérieurs relatifs à la Convention (notamment dans le document d'information analogue établi pour la sixième Conférence d'examen, publié sous la cote

BWC/CONF.VI/INF.2), la cote des documents en question est indiquée et seule une brève mise à jour est faite ici. Il convient de noter que, sauf indication contraire, toute mention de la «Convention» dans le présent document renvoie à la Convention sur les armes biologiques.

2. L'Unité d'appui à l'application a inscrit son choix des faits susceptibles d'avoir un rapport avec la Convention dans une perspective ouverte. Certaines organisations ont été retenues parce que leurs activités, sans être directement ou explicitement liées à des questions relatives aux armes biologiques, sont néanmoins susceptibles d'avoir un rapport avec les dispositions de l'article III (prévention du transfert d'armes biologiques), de l'article IV (mesures d'application nationales), de l'article VII (assistance en cas d'emploi ou de menace d'emploi des armes biologiques) ou de l'article X (applications pacifiques de la science et de la technologie biologiques).

II. Organisation des Nations Unies et institutions spécialisées

A. Comité 1540

<http://www.un.org/french/sc/1540/>

3. Le document d'information établi en vue de la sixième Conférence d'examen contient les informations sur le Comité du Conseil de sécurité établi en vertu de la résolution 1540 (2004) et renseigne sur les activités du Comité intéressant la Convention (voir BWC/CONF.VI/INF.2).

4. Le 25 avril 2008, le Conseil de sécurité a adopté sa résolution 1810 (2008), par laquelle le mandat du Comité 1540 a été prorogé pour une période de trois ans prenant fin le 25 avril 2011. Réaffirmant les objectifs de ses résolutions 1540 (2004) et 1673 (2006), le Conseil de sécurité a engagé le Comité 1540 à continuer de renforcer son rôle de facilitation de la fourniture d'une assistance technique. Par sa résolution 1810 (2008), le Conseil a également demandé au Comité 1540 d'envisager d'entreprendre un examen complet de l'état de mise en œuvre de la résolution 1540 (2004).

5. Le 20 avril 2011, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1977 (2011) par laquelle il réaffirme les dispositions de la résolution 1540 (2004) et exhorte les États à mettre en œuvre des mesures efficaces et appropriées pour contrer le risque de voir des acteurs non étatiques se procurer ou mettre au point des armes de destruction massive et leurs vecteurs, en faire le trafic illicite ou y avoir recours. Cette nouvelle résolution proroge le mandat du Comité 1540 pour une durée de dix ans. Elle prévoit deux examens approfondis, l'un au bout de cinq ans et l'autre avant la fin du mandat du Comité, moment pour le Comité d'évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) et d'entamer un dialogue de fond avec les États Membres sur les questions liées à l'application de la résolution 1540.

6. La résolution 1977 (2011) charge le Comité:

a) De renforcer son rôle de facilitation de la fourniture d'une assistance technique et de coopérer plus étroitement avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales concernées;

b) D'affiner ses efforts d'information;

c) De mettre en place des mesures de transparence;

d) De coopérer activement avec les États afin de promouvoir le partage d'expérience, d'enseignements et des pratiques efficaces dans les domaines visés par la

résolution 1540 (2004), et d'entretenir un dialogue avec les États sur la mise en œuvre de la résolution, y compris par des visites dans les pays concernés, à leur invitation;

e) De procéder à un examen annuel de la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) permettant d'assurer le bon déroulement de ses activités et, sur cette base, de fixer des priorités précises à son programme de travail annuel, selon les besoins.

B. Conseil économique et social

<http://www.unece.org/trans/danger/danger.htm>

7. Le Conseil économique et social joue un rôle important en ce qu'il établit des principes directeurs pour le transport des marchandises dangereuses, y compris les toxines et les agents biologiques infectieux. Il est doté du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques. Durant la période séparant la sixième Conférence d'examen de la suivante (décembre 2006 à décembre 2011), le Sous-Comité d'experts du transport des matières dangereuses s'est réuni par 12 fois. L'une de ses fonctions consiste à réviser les deux textes clefs que sont les Recommandations de l'ONU relatives au transport de marchandises dangereuses (texte qui inclut le Règlement type)¹ et le Manuel d'épreuves et de critères². Les services de secrétariat sont assurés par le Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe (CEE).

8. Les recommandations précitées sont conçues à l'intention des gouvernements, des organisations intergouvernementales et des organisations internationales, lorsqu'ils révisent ou élaborent des règlements relatifs au transport de marchandises dangereuses, afin de les aider à respecter les principes énoncés dans les Recommandations et de contribuer à l'harmonisation du transport de marchandises dangereuses à l'échelle mondiale. Les Recommandations de l'ONU relatives au transport des marchandises dangereuses sont conçues pour tenir compte des progrès techniques, de l'apparition de substances et de matières nouvelles, de la dynamique en évolution des systèmes de transport modernes et du besoin de protéger les personnes, la propriété et l'environnement. Elles ne s'appliquent pas aux transports maritimes ou aériens en vrac, qui relèvent, respectivement, de l'Organisation maritime internationale (OMI) et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) (voir ci-après les sections relatives à ces deux organisations).

9. Le Règlement type qui figure en appendice des Recommandations comprend une caractérisation des matières dangereuses sous forme de tableaux. La classe 6 comprend les matières toxiques et infectieuses; il semble également utile de signaler la classe 9, qui comprend les organismes génétiquement modifiés. Les toxines sont caractérisées en fonction de la dose létale moyenne pour la toxicité aiguë à l'ingestion, à l'absorption cutanée ou à l'inhalation. Les agents infectieux sont divisés en deux catégories, A et B. La catégorie A comprend les matières infectieuses qui, de la manière dont elles sont transportées, peuvent, lorsqu'une exposition se produit, provoquer une invalidité permanente ou une maladie mortelle ou potentiellement mortelle chez l'homme ou l'animal, jusque-là en bonne santé. La catégorie B comprend toutes les autres matières infectieuses. Différentes précautions sont détaillées en ce qui concerne l'emballage, en fonction de la nature de l'agent infectieux ou de la toxine considérée.

¹ L'édition la plus récente est la dix-septième édition révisée des Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses – Règlement type, 2011, consultable à l'adresse http://www.unece.org/fr/trans/danger/publi/unrec/rev17/17files_f.html.

² L'édition la plus récente est la cinquième édition révisée, consultable à l'adresse http://www.unece.org/fr/trans/danger/publi/manual/rev5/manrev5-files_f.

C. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

<http://www.fao.org>

10. À l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), différents programmes et services s'occupent de prévention, de préparation et d'alerte rapide, ainsi que des évaluations de l'impact et des besoins, et des opérations d'urgence, de secours et de relèvement. L'Organisation assure également les fonctions de secrétariat pour la Convention internationale pour la protection des végétaux. Un certain nombre de ces activités et programmes intéressant la Convention sur les armes biologiques ont été examinés dans le document d'information établi pour la sixième Conférence d'examen (voir BWC/CONF.VI/INF.2) et débattus au cours de la Réunion d'experts et de la Réunion des États parties à la Convention, tenues en 2009 (voir BWC/MSP/2009/MX/INF.1). Les programmes de la FAO évoqués englobent:

- a) Le Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières (GF-TAD);
- b) Le Système de prévention des urgences épizootiques et phytopathologiques transfrontières (EMPRES);
- c) Le programme pour les pratiques optimales en matière de gestion des situations d'urgence;
- d) Le Service des opérations spéciales de secours, de la FAO.

Programme mondial d'éradication de la peste bovine (GREP)

11. Le Programme mondial d'éradication de la peste bovine (GREP), lancé en 1994, vise à consolider les acquis en matière de lutte contre la peste bovine et à avancer sur la voie de l'éradication de cette maladie, travaillant pour cela en étroite concertation avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

12. Le GREP fonctionne comme un mécanisme de coordination internationale, dont le but est l'éradication de la peste bovine à l'échelle de la planète (et la vérification que de nouveaux foyers ne surviennent pas), et en parallèle l'élaboration de directives techniques permettant d'atteindre ces objectifs. Dès sa création, le programme, composante clef du Système de prévention des urgences épizootiques et phytopathologiques transfrontières (EMPRES), a été assorti d'une échéance, à savoir la déclaration de l'éradication de la peste bovine sur la terre à l'horizon 2011. Au début, le programme s'était attaché à établir la répartition géographique et épidémiologique de la maladie. Il a ensuite apporté un appui à des initiatives visant à circonscrire la maladie dans les écosystèmes contaminés et à éliminer les foyers d'infection au moyen de programmes de lutte fondés sur l'épidémiologie et l'information. Une fois l'élimination du virus confirmée de manière probante par les spécialistes, le programme a progressivement évolué vers la mise en place de systèmes de surveillance visant à attester l'absence de la maladie.

13. Le 28 juin 2011, lors de la trente-septième session de la Conférence de la FAO, les 192 États membres de l'Organisation ont adopté une résolution déclarant que le monde était désormais exempt de la peste bovine. La peste bovine est ainsi devenue la première maladie animale éradiquée et seulement la deuxième maladie dont l'homme soit complètement venu à bout, après la variole³. Dans la résolution, la communauté mondiale est appelée à faire en sorte que les échantillons du virus de la peste bovine et les vaccins soient conservés en

³ <http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/en/grep/home.html>.

laboratoire dans des conditions sûres et que des normes rigoureuses soient appliquées pour assurer une surveillance de la maladie et rendre compte de la situation, dans la phase faisant suite à l'éradication.

D. Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

<http://www2.icao.int/fr/Home/default.aspx>

14. Institution spécialisée de l'ONU, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a été créée en 1944 pour promouvoir le développement sûr et ordonné de l'aviation civile internationale dans le monde. Elle établit les normes et règles nécessaires à la sécurité, à la sûreté, à l'efficacité et à la régularité de l'aviation ainsi qu'à la protection de l'environnement en aviation. Elle est en outre l'instrument de la coopération entre ses 190 États membres dans tous les domaines de l'aviation civile. L'OACI assure le secrétariat de la Convention relative à l'aviation civile internationale (Convention de Chicago).

Annexe 18

15. Bien qu'elle traite essentiellement des principes de la pratique de l'aviation, la Convention de Chicago établit, en son annexe 18, des instructions pour la sécurité du transport aérien des marchandises dangereuses. Selon la Convention, le transport aérien de marchandises dangereuses doit être conforme au règlement pertinent, à savoir les Instructions techniques pour la sécurité du transport aérien des marchandises dangereuses (les Instructions techniques). Ces dernières sont conçues non seulement pour assurer la sûreté et la sécurité, mais également pour faciliter les échanges commerciaux. La version la plus récente des Instructions techniques est l'édition de 2011-2012⁴.

16. Les Instructions techniques offrent un ensemble très complet de prescriptions; elles renferment une classification des marchandises dangereuses et en dressent la liste. Cette liste répertorie les marchandises qui sont: a) interdites en toutes circonstances; b) interdites à bord des aéronefs de passagers et des aéronefs cargos en situation normale mais peuvent être transportées dans des circonstances exceptionnelles au titre d'une approbation particulière délivrée par les États intéressés; c) interdites à bord des aéronefs de passagers mais autorisées à bord d'aéronefs cargos en situation normale; et d) autorisées à bord des aéronefs de passagers et des aéronefs cargos en situation normale. Les Instructions techniques imposent que toutes les marchandises dangereuses soient emballées et, en général, restreignent la quantité de marchandises par emballage en fonction du risque qu'elles présentent et du type d'aéronef qui doit en assurer le transport.

Annexe 17

17. Outre la sûreté du transport des marchandises dangereuses, l'OACI joue un rôle de chef de file dans l'élaboration de politiques et de mesures de sécurité de l'aviation au niveau international; le renforcement de la sécurité de l'aviation à l'échelle mondiale est aujourd'hui un objectif clef de l'Organisation. L'annexe 17 à la Convention de Chicago de 1974 traite des dispositions relatives à la sûreté du fret aérien international. Depuis 1974, elle a été améliorée et actualisée à 12 reprises. La douzième modification apportée à cette annexe est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2011⁵.

⁴ <http://www.icao.int/anb/FLS/DangerousGoods/TechnicalInstructions/>.

⁵ Pour de plus amples informations, voir: <http://www2.icao.int/en/avsec/Pages/default.aspx>.

E. Organisation maritime internationale (OMI)

http://www.imo.org/Newsroom/mainframe.asp?topic_id=861

18. Un certain nombre d'activités de l'Organisation maritime internationale (OMI) ont été exposées dans le document d'information établi pour la sixième Conférence d'examen (voir BWC/CONF.VI/INF.2).

19. L'OMI s'occupe depuis longtemps du transport des marchandises dangereuses. Dans les années 60, elle a élaboré le Code maritime international des marchandises dangereuses (Code IMDG), dans le but de régler des questions urgentes en matière de sécurité et de sûreté. Le Code IMDG a été mis à jour en 2002, lorsque l'OMI s'est réunie afin de revoir les aspects de ses travaux liés à la sécurité. À cette réunion, l'OMI a rendu le Code IMDG obligatoire, établissant ainsi dans la pratique un instrument international juridiquement contraignant, destiné à assurer la sécurité et la sûreté en mer des marchandises dangereuses (y compris les matières toxiques et infectieuses). Outre la révision du Code IMDG, l'OMI s'implique toujours plus activement dans la sécurité en mer et a élaboré un régime complet y relatif.

20. En décembre 2002, plusieurs amendements à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer ont été adoptés, y compris le nouveau Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS). En 2004, l'OMI a adopté le Recueil de directives pratiques sur la sûreté dans les ports, qui complète les dispositions du Code ISPS en ce qui concerne la sécurité des zones portuaires élargies. Le 1^{er} juillet 2004, le Code ISPS est entré en vigueur et par conséquent devenu obligatoire. En octobre 2005, deux nouveaux protocoles ont été adjoints à la Convention de 1988 pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et au Protocole de 1988 pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental (dits Convention et Protocole SUA) (2 des 12 instruments universels de lutte contre le terrorisme). Les deux nouveaux protocoles sont entrés en vigueur en juillet 2010 et visaient à offrir un cadre pour la poursuite de présumés terroristes menant des attaques contre des ports et des transports maritimes ou utilisant des navires pour commettre un attentat. Il s'agit là du premier cadre institué par des traités internationaux permettant de combattre et poursuivre quiconque utilise un navire comme arme ou comme moyen de commettre un attentat, ou qui transporte des terroristes ou une cargaison destinée à faciliter l'utilisation d'armes de destruction massive à bord de navires⁶.

F. Bureau de la coordination des affaires humanitaires

<http://ochaonline.un.org/>

21. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a pour mission de susciter et de coordonner une action humanitaire efficace, fondée sur des principes établis, en partenariat avec des acteurs humanitaires nationaux et internationaux, afin d'atténuer les souffrances humaines que causent les catastrophes naturelles et les situations d'urgence complexes. Son rôle consiste à aider les personnes ayant besoin de secours ou de protection, via les cinq fonctions suivantes: coordination, gestion de l'information, plaidoyer, financement humanitaire et élaboration de politiques. Il y a deux conditions à l'intervention du Bureau: 1) les capacités opérationnelles d'une seule institution ne sont pas suffisantes pour faire face à la situation; ou 2) un État membre lui demande une assistance humanitaire. Le Bureau n'a pas de mandat explicite pour la coordination d'une intervention

⁶ <http://www.acronym.org.uk/docs/0510/doc06.htm>.

humanitaire en cas de situation d'urgence tenant à des armes biologiques. Il est peu probable que le Bureau intervienne dans une telle situation, à moins que celle-ci ne suscite d'importants mouvements de population internes ou transfrontières. Le personnel du Bureau sur le terrain n'est pas formé pour faire face à des situations en rapport avec des armes biologiques, et n'a aucun plan d'urgence pour cela.

22. Le Bureau fait office de secrétariat pour les mécanismes permettant de réagir rapidement en cas d'urgence tels que le Système des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe, la Section de la coordination civilo-militaire et d'autres activités de coordination (voir la description détaillée donnée dans le document d'information établi en vue de la sixième Conférence d'examen, publié sous la cote BWC/CONF.VI/INF.2).

Centre local de coordination des opérations

23. Le Centre local de coordination des opérations est géré par le Système des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe, s'agissant de la coordination des secours internationaux. Lorsqu'une catastrophe survient, une première équipe du Système (dépêchée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires) met en place un centre local de coordination des opérations, dont la taille et la mission dépendent de la nature et des caractéristiques de la catastrophe. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a instauré une coopération avec le Bureau et avec le Système propre à faciliter le fonctionnement d'un centre local de coordination des opérations en cas d'urgence chimique.

G. Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

http://www.un.org/disarmament/WMD/Secretary-General_Mechanism/

24. Dès 1982, le Secrétaire général a été chargé par l'Assemblée générale de procéder à toute enquête qui s'imposerait sur un emploi ou des allégations d'emploi d'armes biologiques, chimiques ou à toxines. Le mécanisme établi aux fins des enquêtes du Secrétaire général a été examiné à la Réunion d'experts et à la Réunion des États parties à la Convention en 2004 et en 2010 (voir BWC/MSP/2004/MX/INF.3 et BWC/MSP/2010/MX/INF.2 pour de plus amples informations).

H. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

<http://www.undp.org/>

25. Un certain nombre d'activités et de programmes du PNUD présentant un intérêt pour la Convention ont été abordés dans le document d'information établi pour la sixième Conférence d'examen (voir BWC/CONF.VI/INF.2).

I. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

<http://www.unesco.org/ethics>

26. Au cours de ces dernières années, l'UNESCO est devenue toujours plus active dans le domaine de l'éthique scientifique et technologique, qu'elle considère aujourd'hui comme formant l'un de ses cinq domaines d'action prioritaires. Elle vise à renforcer le lien éthique entre les progrès scientifiques et le contexte culturel, juridique, philosophique et religieux dans lequel ils surviennent. Les fonctions et activités de l'UNESCO présentant un intérêt

pour la Convention ont été examinées dans le document d'information établi pour la sixième Conférence d'examen (voir BWC/CONF.VI/INF.2) et au cours de la Réunion d'experts et de la Réunion des États parties à la Convention en 2008, au titre des codes de conduite pour les scientifiques (voir BWC/MSP/2008/MX/INF.2).

Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST)

27. La Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST), hébergée par l'UNESCO, examine les codes de conduite pour les scientifiques. Elle a pour missions de: conseiller l'UNESCO dans le cadre de son programme relatif à l'éthique scientifique et technologique; servir d'instance intellectuelle pour l'échange d'idées et d'expériences; déceler, sur cette base, les signes précurseurs de situations à risque; jouer le rôle de conseiller auprès des responsables de la prise de décisions à cet égard; promouvoir le dialogue entre les différentes communautés scientifiques, les responsables de la prise de décisions et plus largement le public. La première session ordinaire du COMEST s'est tenue en 1999, à Oslo, et sa sixième session ordinaire (la dernière en date) en 2009, à Kuala Lumpur, la dernière session extraordinaire s'étant quant à elle tenue en 2010, en France.

J. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

<http://www.unep.org>

28. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) apporte un appui à plusieurs accords internationaux susceptibles d'avoir un rapport avec la Convention sur les armes biologiques, notamment la Convention sur la diversité biologique et la Convention de Bâle (voir BWC/CONF.VI/INF.2 pour de plus amples informations sur la Convention sur la diversité biologique).

Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination

<http://www.basel.int>

29. La Convention de Bâle a pour buts fondamentaux de contrôler et de réduire les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets, de prévenir et réduire au maximum leur production, d'instaurer une gestion écologiquement rationnelle de ces déchets et de promouvoir activement le transfert et l'utilisation de technologies plus propres, conformément au Plan stratégique. Le plan en question a été mis en place pour couvrir la période 2002 à 2010. La neuvième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Bâle en a prolongé la mise en œuvre jusqu'à l'adoption d'un nouveau Cadre stratégique, en 2011. Il a été décidé qu'un nouveau Cadre stratégique de la mise en œuvre de la Convention était requis pour une période de dix ans de façon à ce que la Convention puisse promouvoir la gestion écologiquement rationnelle des déchets et jouer un rôle décisif dans la mise en valeur des liens entre la gestion des déchets et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement sur la santé humaine et les moyens de subsistance. Dans l'attente de l'adoption du nouveau Cadre stratégique, le Plan stratégique actuel continue d'être mis en œuvre.

30. Tels que définis par la Convention de Bâle, les déchets dangereux sont de trois sortes: infectieux, toxiques et «écotoxiques». Au cours de la période qui a suivi la dernière conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques, les Parties à la Convention de Bâle ont axé davantage leurs efforts sur un renforcement de l'application de ses dispositions: entre autres, elles ont entrepris de promouvoir activement le recours à des

techniques et méthodes de production plus propres; de réduire encore les mouvements de déchets dangereux; de surveiller et d'empêcher le trafic de tels déchets; d'améliorer leurs capacités institutionnelles et techniques; de développer encore les centres régionaux et sous-régionaux de formation et de transfert des technologies; et de revoir les orientations concernant les déchets infectieux.

31. Le secrétariat de la Convention de Bâle a élaboré plusieurs orientations techniques susceptibles d'avoir un rapport avec la Convention sur les armes biologiques. On citera à ce titre: une législation nationale type; un guide méthodologique pour l'établissement d'inventaires nationaux; des orientations pour le traitement physique et chimique ou biologique; des orientations pour une gestion écologiquement rationnelle des déchets biomédicaux et des déchets issus des soins de santé; un document d'orientation sur les matières infectieuses dangereuses. La Convention de Bâle reconnaît la classification des matières infectieuses utilisée dans les Recommandations de l'ONU relatives au transport des marchandises dangereuses.

K. Organisation mondiale de la santé (OMS)

<http://www.who.int>

32. Les activités de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ayant un rapport avec la Convention ont été examinées de façon assez détaillée dans le document d'information établi pour la sixième Conférence d'examen (voir BWC/CONF.VI/INF.2). Les activités concernant la surveillance, le dépistage, la prévention et l'atténuation des maladies ainsi que l'intervention en cas d'épidémie ont été examinées d'assez près lors de la Réunion d'experts et de la Réunion des États parties tenues en 2009 (voir BWC/MSP/2009/MX/INF.1).

Règlement sanitaire international révisé

<http://www.who.int/csr/ihr/>

33. L'Assemblée mondiale de la santé a adopté en mai 2005 une résolution par laquelle elle mettait à jour le Règlement sanitaire international. Dans le préambule de cette résolution, il est fait spécifiquement état d'une résolution antérieure dans laquelle il est souligné que l'OMS «se soucie tout particulièrement des conséquences possibles sur la santé publique d'un événement faisant intervenir des agents biologiques et chimiques et du matériel radionucléaire, présents naturellement ou disséminés accidentellement ou délibérément». Le Règlement sanitaire international révisé est entré en vigueur en juin 2007 et impose aux pays de notifier à l'OMS certaines flambées de maladies et certains événements de santé publique. Le Règlement définit les droits et les obligations des pays de notifier les événements de santé publique, et met en place un certain nombre de procédures que l'OMS doit suivre dans ses activités visant à assurer la sécurité de la santé publique de portée mondiale.

34. Le Règlement sanitaire international a été révisé dans le but d'assurer effectivement la prévention et la maîtrise de la propagation internationale de maladies, la protection contre leur propagation internationale et l'intervention des services de santé publique dans les cas d'une telle propagation, par des moyens qui sont proportionnés aux risques pour la santé publique et ne concernent que ces risques, en même temps qu'ils ne constituent pas d'entraves inutiles au commerce international et aux mouvements de marchandises transfrontières. L'article 5 du nouveau Règlement sanitaire international exige des États qu'ils acquièrent, renforcent et maintiennent, avec l'aide de l'OMS, la capacité de détecter, de notifier et de déclarer des événements concernant les maladies visées. L'article 6 exige des États qu'ils notifient à l'OMS non seulement des flambées de maladies précises, mais

aussi tout événement pouvant constituer «une urgence de santé publique de portée internationale», l'annexe 2 fournissant un «instrument de décision» à utiliser pour déterminer si un événement peut revêtir un tel caractère d'urgence. L'article 13 exige des États qu'ils acquièrent, renforcent et maintiennent la capacité de réagir rapidement et efficacement en cas de risque pour la santé publique et d'urgence de santé publique de portée internationale. L'OMS est chargée d'élaborer des principes directeurs pour aider les États à s'acquitter de ces obligations. Elle peut aussi fournir sur demande une assistance technique et des évaluations d'efficacité.

35. L'innovation réside dans l'obligation qui est faite à tous les États parties de mettre au point, de renforcer et de maintenir des capacités essentielles de santé publique en matière de surveillance et de réponse aussitôt que possible. Le Règlement met en place un processus en deux phases pour aider les États parties à planifier la mise en œuvre de leurs obligations en matière de renforcement des capacités.

Phase 1, du 15 juin 2007 au 15 juin 2009

36. Avant le 15 juin 2009, les États parties doivent avoir évalué la capacité de leurs structures et ressources de santé publique nationales en place à satisfaire aux prescriptions minimales de surveillance et d'action décrites à l'annexe 1A du Règlement sanitaire international. À la suite de cette évaluation, les États parties sont tenus d'élaborer des plans d'action nationaux (pouvant s'inspirer des stratégies nationales et régionales pertinentes) pour que ces principales capacités soient présentes et fonctionnent sur tout leur territoire. L'OMS soutient les processus d'évaluation et conseille sur le contenu et la structure des plans nationaux.

Phase 2, du 15 juin 2007 au 15 juin 2012

37. D'ici au 15 juin 2012, les capacités de surveillance et de réponse prescrites à l'annexe 1A doivent être en place et fonctionner dans chaque État partie. Les États parties qui rencontrent des difficultés dans la mise en œuvre de leurs plans nationaux peuvent demander une prolongation de deux ans jusqu'au 15 juin 2014 pour respecter leurs obligations découlant de l'annexe 1A. Dans des circonstances exceptionnelles, le Directeur général de l'OMS peut accorder à un État partie donné une prolongation supplémentaire de deux ans, repoussant la date butoir au 15 juin 2016, pour respecter ses obligations.

38. L'OMS doit aider les États parties à élaborer et mettre en œuvre les plans nationaux de renforcement des capacités. Sur demande, l'Organisation aide les pays en développement à mobiliser les ressources financières requises pour mettre sur pied, renforcer et maintenir les capacités prévues à l'annexe 1A.

Initiative de jumelage entre laboratoires

39. L'initiative de jumelage entre laboratoires vise à favoriser le rapprochement d'organisations diverses relevant de différents secteurs et à mobiliser davantage de ressources et de compétences afin de faire face aux problèmes de santé publique. L'objectif est de renforcer la capacité des laboratoires grâce à la mise en place de jumelages entre des laboratoires aux ressources limitées et des institutions spécialisées, en collaboration avec les bureaux régionaux de l'OMS.

40. Les principales activités sont le renforcement de la capacité des laboratoires et la mise en commun des connaissances. Un appel à propositions a été lancé en 2006 et 121 réponses ont été reçues de laboratoires aux ressources limitées et d'institutions spécialisées du monde entier; à ce jour, 13 projets de jumelage ont été sélectionnés par le Comité de pilotage de l'OMS et ont reçu une subvention de démarrage pour le lancement des activités et la mobilisation de ressources supplémentaires, le cas échéant.

L. Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI)

<http://www.unicri.it/>

41. L'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) a mené des activités dans les domaines de la justice pénale et de la prévention de la criminalité, bien qu'il n'ait pas mandat pour intervenir sur le terrain ou pour prendre directement part à des mesures d'intervention. La contribution de l'UNICRI passe par ses programmes de renforcement des capacités aux stades de la préparation et de la planification des interventions; elle consiste à mettre à disposition des compétences et à dispenser des formations en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes d'intervention. Les projets ou programmes suivants menés par l'UNICRI ont trait aux utilisations illicites de matières biologiques:

a) Les systèmes de gestion des connaissances sur les matières chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires (CBRN), mis en œuvre en coordination avec le Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne sur la prévention du trafic illicite de matières CBRN;

b) Les centres d'excellence CBRN, mis en œuvre conjointement avec le CCR de la Commission européenne et dont le but est de constituer, au sein des régions désignées par l'UNICRI et le CCR, un réseau permettant de mettre en commun les pratiques optimales et l'utilisation des matières CBRN, et de mettre en place une coopération pour la conception de solutions et le recensement des ressources dans chacune des régions concernées;

c) Le projet «Biologie de synthèse et nanobiotechnologie», axé sur les incidences actuelles et à venir des progrès en matière de biologie de synthèse et de nanobiotechnologie sur la sécurité (biologique), et consistant à passer en revue le risque de double usage, compte tenu de la contribution de la biologie de synthèse à l'élaboration de nouveaux agents ou de nouvelles armes biologiques ou au renforcement des armes ou agents biologiques existants à des fins criminelles ou terroristes. Le projet vise à évaluer le risque d'application malveillante de la biologie de synthèse et de la nanobiotechnologie.

42. L'UNICRI coopère avec de nombreux partenaires, dont la Commission européenne, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les armes biologiques, l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), l'Office européen de police (Europol) et l'Organisation mondiale des douanes.

III. Autres organisations intergouvernementales internationales

A. Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie (CIGGB)

<http://www.icgeb.org>

43. Le CIGGB a été créé en 1983 afin de soutenir l'implantation et l'extension de la biologie moléculaire et de la biotechnologie dans les pays en développement. Ses activités consistent notamment:

a) À faire des recherches dans le domaine des sciences du vivant au profit des pays en développement;

- b) À créer et à renforcer les capacités de recherche dans les pays en développement par la formation, le financement et des services consultatifs;
- c) À promouvoir la biotechnologie à l'échelle internationale.

Le CIGGB a également consacré des travaux à l'éthique et à la responsabilité scientifiques et a entrepris d'élaborer une série de principes pour aider à la conception de codes de conduite des scientifiques. Ces travaux ont été examinés à la Réunion d'experts et à la Réunion des États parties de 2005 (voir BWC/MSP/2005/MX/INF.1).

B. Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

<http://www.icrc.org/eng/war-and-law/weapons/chemical-biological-weapons/index.jsp>

44. Nombre des activités du CICR qui présentent un intérêt dans le contexte de la Convention sur les armes biologiques ont été examinées en 2010 à la Réunion d'experts et à la Réunion des États parties, qui ont été axées principalement sur le rôle du CICR en ce qui concerne le dépistage, la surveillance, la prévention et l'atténuation des maladies ainsi que l'intervention en cas d'épidémie, de même que sur l'assistance en cas d'allégation d'emploi d'armes biologiques (voir BWC/MSP/2010/MX/INF.2).

45. Le CICR a mené des activités de sensibilisation à la Convention et s'est aussi employé à accroître l'efficacité de sa mise en œuvre par son projet intitulé «Biotechnologie, armes et humanité» et par la promotion du droit international humanitaire. En outre, il dispose d'une capacité d'assistance dans les situations d'urgence qui pourrait être mise à contribution lors d'événements mettant en jeu l'emploi d'armes biologiques (voir BWC/CONF.VI/INF.2).

Droit international humanitaire coutumier

46. Le droit international humanitaire coutumier est composé de règles qui sont issues d'une pratique générale, acceptée comme étant le droit, et qui existent indépendamment du droit des traités. Il a pour objet de compléter les vides laissés par le droit des traités dans les conflits tant internationaux que non internationaux et renforce ainsi la protection offerte aux victimes de conflits armés. En 2009 et 2010, le CICR a tenu une série de conférences régionales sur l'application du droit international humanitaire. Leurs objectifs étaient les suivants: 1) faire en sorte que les États de la région échangent des informations relevant du droit international humanitaire; 2) encourager les États à adopter les textes d'application nécessaires pour 28 traités du droit international humanitaire auxquels ils sont parties, dont la Convention sur les armes biologiques; 3) encourager les États qui ne sont pas encore parties à ces traités d'envisager de le devenir; et 4) donner aux participants des informations actualisées sur les faits récents concernant le droit international humanitaire et les travaux du CICR.

C. Interpol

<http://www.interpol.int/Public/BioTerrorism/>

Programme de prévention du bioterrorisme

47. Une unité spécialisée de lutte contre le bioterrorisme a été créée en juin 2004 et a établi un programme visant à renforcer les capacités nationales et internationales à faire face à la menace du bioterrorisme. L'équipe créée pour ce programme est petite, mais est

appuyée par un comité directeur et un groupe d'experts consultants. Le programme a été officiellement lancé en 2005 par une Conférence internationale sur le bioterrorisme⁷; les événements actuels relèvent de la phase 3 du programme (2008-2011). Le Programme de prévention du bioterrorisme d'Interpol vise principalement à régler, par des mesures nationales et une coopération internationale, les problèmes que posent l'acquisition et l'emploi d'armes biologiques par des acteurs qui ne sont pas des États.

48. Le programme vise à coordonner, développer et renforcer les connaissances, la formation et les capacités des services à faire respecter la loi pour ce qui est de repérer, prévenir et contenir des menaces de bioterrorisme et enquêter à leur sujet. Plus précisément, l'exécution du programme doit consister à:

- a) Créer un centre d'information à l'intention de tous les services qui, dans le monde, sont chargés de l'application de la loi;
- b) Élaborer le Guide de préparation et de réponse à un attentat bioterroriste, qui contient des informations sur les activités de préparation et de réponse opérationnelle à un attentat bioterroriste, afin d'aider les pays membres à faire face aux aspects tout à fait particuliers des menaces d'acte délibéré dans ce domaine. Maintenant paru dans sa seconde édition, le Guide couvre des sujets aussi divers que la législation et la gestion des médias et comprend des informations détaillées sur la façon de réaliser des travaux de médecine légale dans des cas liés au bioterrorisme;
- c) Proposer des programmes de formation et de sensibilisation sous de multiples formes, ainsi qu'un module d'apprentissage en ligne et un programme de bourses à l'intention de policiers spécialisés. Ces programmes comprennent des stages de formation de formateurs et des simulations théoriques. Un calendrier détaillé des programmes de formation à partir de 2005-2011 figure sur le site Web d'Interpol⁸;
- d) S'efforcer de mettre au point, avec les services chargés de faire respecter la loi et les organismes pertinents, des moyens de rassembler et mettre en commun plus efficacement les informations concernant la menace du bioterrorisme;
- e) Créer une base de données sur les crimes commis avec des armes biologiques depuis le début du XX^e siècle (en complément de la base de données de l'ONU sur les incidents biologiques);
- f) Renforcer la coopération et la compréhension entre les organisations internationales et les centres de recherche, notamment ceux qui réalisent des activités dans le domaine du génie génétique.

49. Pour ce qui est des activités relevant de la phase 3 du Programme de prévention du bioterrorisme (septembre 2008-2011), on peut mentionner les faits suivants:

- a) Un nouveau manuel national de formation conçu à l'intention des participants nationaux aux sessions de formation de formateurs et destiné à être utilisé par eux dans le cadre des modules nationaux de formation dans leur pays a été rédigé (et a été utilisé à Abou Dhabi en novembre 2009);
- b) Le Guide de préparation et de réponse à un attentat bioterroriste d'Interpol a été radicalement remanié et actualisé;

⁷ Première Conférence mondiale d'Interpol sur la prévention du bioterrorisme, Lyon, France, 1^{er} et 2 mars 2005. Pour plus de détails, voir <http://www.interpol.int/Public/BioTerrorism/Conferences/Conf01/default.asp>.

⁸ <http://www.interpol.int/Public/BioTerrorism/Workshops/Default.asp>.

c) Un programme de bourses a été créé pour donner la possibilité aux policiers qui ont déjà des compétences sur le plan technique et en matière d'enquête de mieux comprendre ce qui est fait dans le cadre du programme. Ils disposent ainsi d'un cadre pour renforcer leur aptitude à définir, appliquer ou intégrer une stratégie de prévention des actes de bioterrorisme et de réponse à de tels actes dans leur pays d'origine;

d) Une base de données sur la biocriminalité a été établie à l'intention des membres d'Interpol; en outre un module d'apprentissage en ligne est en cours d'élaboration au Centre mondial de ressources Interpol.

D. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

www.oecd.org/sti/biotechnology/brc

50. Les activités de l'OCDE relatives à la Convention ont été examinées de manière assez détaillée dans le document de base établi pour la sixième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques (voir BWC/CONF.VI/INF.2).

Lignes directrices de l'OCDE relatives aux pratiques exemplaires concernant les centres de ressources biologiques (CRB)

51. Les centres de ressources biologiques sont considérés comme figurant parmi les principaux éléments de base de l'infrastructure scientifique internationale durable nécessaire pour faciliter l'exploitation fructueuse des avantages tirés de la biotechnologie, que ce soit dans le secteur de la santé, dans le secteur industriel ou dans d'autres secteurs, et les progrès ainsi réalisés contribuent à la croissance. Les Lignes directrices de l'OCDE ont été approuvées par les membres de l'Organisation en mars 2007. Ces lignes directrices comprennent deux sections principales. La section I contient des informations générales, indique les justifications du projet et la méthodologie employée et présente un certain nombre de recommandations générales (relatives à l'application et à la révision des lignes directrices). La section II énonce les lignes directrices proprement dites, réparties en quatre ensembles: aspects généraux relatifs à la qualité; questions liées à la biosécurité; lignes directrices spécifiques à l'intention des CRB qui possèdent et fournissent des micro-organismes; et lignes directrices spécifiques à l'intention des CRB qui possèdent et fournissent des matériels biologiques humains.

Biosécurité

52. Examinant les menaces de bioterrorisme et la nécessité d'appliquer des mesures de sécurité dans les installations des sciences de la vie qui manipulent, stockent ou transfèrent des matières biologiques dangereuses, le Comité de la politique scientifique et technologique de l'OCDE a approuvé les *Lignes directrices relatives aux pratiques exemplaires à l'intention des CRB concernant la biosécurité* en mars 2007. Ces lignes directrices présentent un cadre pour l'évaluation des risques afin d'aider les CRB à classer les agents pathogènes.

Biologie de synthèse

53. Sous les auspices de l'OCDE, les Académies nationales des sciences des États-Unis et la Royal Society du Royaume-Uni ont tenu un colloque international intitulé «Opportunities and Challenges in the Emerging Field of Synthetic Biology» (possibilités offertes et difficultés à surmonter dans le domaine émergent de la biologie de synthèse), qui

a eu lieu à Washington en juillet 2009⁹. Ce colloque a rassemblé des représentants des diverses communautés – scientifiques, ingénieurs, représentants politiques, pouvoirs publics, juristes – intervenant dans la biologie de synthèse et ont examiné les possibilités offertes et les difficultés à surmonter dans ce domaine émergent, notamment la situation dans ce domaine et son potentiel commercial et scientifique; les besoins en infrastructures scientifiques, éducatives et commerciales; les nouveaux modèles financiers et commerciaux pour son développement commercial; les difficultés que la biologie de synthèse peut poser en ce qui concerne les dispositions législatives et réglementaires (biosûreté, biosécurité et droits de propriété intellectuelle par exemple); et les dimensions éthiques de ce nouveau domaine. Le colloque avait pour objectif de contribuer à favoriser un développement de la biologie de synthèse dans de bonnes conditions de sécurité et d'efficacité en recensant les questions et domaines qu'il faudrait étudier à l'avenir et en informant les décideurs.

E. Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)

<http://www.opcw.org>

54. L'OIAC est l'organisation chargée de la mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques pour laquelle on peut à l'évidence faire de nombreux parallèles avec la Convention sur les armes biologiques, particulièrement en ce qui concerne l'universalisation, l'application nationale, l'assistance et la protection, ainsi que la promotion des utilisations pacifiques de la science et de la technologie. On trouvera dans les rapports annuels de l'OIAC des détails sur les faits nouveaux intervenus dans le cadre de cette organisation au cours de la période qui a suivi la dernière Conférence d'examen de la Convention sur les armes chimiques. Nombre des activités de l'OIAC présentant un intérêt dans le contexte de la Convention sur les armes biologiques ont été examinées à la Réunion des États parties à ladite Convention, tenue en 2009, et à la Réunion d'experts de ces États parties, tenue en 2010, deux réunions qui étaient axées principalement sur le dépistage, la surveillance, la prévention et l'atténuation des maladies ainsi que sur l'assistance en cas d'allégation d'emploi d'armes biologiques (pour plus de précisions, voir BWC/MSP/2009/MX/INF.4 et BWC/MSP/2010/MX/INF.2).

55. À la fin de la cinquième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques en 2002, on comptait 147 États parties à la Convention sur les armes chimiques. À la fin de 2005, on en comptait 175 (contre 155 pour la Convention sur les armes biologiques). Onze nouveaux États sont devenus parties à la Convention sur les armes chimiques en 2003, 9 en 2004 et 8 en 2005. Cette augmentation est généralement attribuée au plan d'action pour l'universalisation qui a été adopté à la première Conférence d'examen de la Convention sur les armes chimiques, en 2003. En 2011, la Convention sur les armes chimiques est presque devenue universelle, avec 188 États parties, 2 signataires et 5 États qui n'ont pas signé cet instrument et qui n'y ont pas non plus adhéré. Pour la Convention sur les armes biologiques, le nombre d'États parties reste de 164.

F. Organisation mondiale des douanes (OMD)

<http://www.wcoomd.org>

56. L'OMD a procédé ces dernières années à un réexamen stratégique de ses procédures relatives à la sécurité. Le Conseil de l'OMD a établi à sa session de juin 2004 un groupe

⁹ http://www.oecd.org/document/28/0,3746,en_2649_34537_43106012_1_1_1_1,00.html.

stratégique de haut niveau chargé d'élaborer des normes visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial.

Cadre de normes de l'OMD visant à sécuriser et faciliter les échanges internationaux (dénommé Cadre SAFE)

57. L'OMD a élaboré de nombreuses normes internationales, dont le Cadre SAFE de normes de l'OMD visant à sécuriser et faciliter les échanges internationaux (juin 2005), et a aidé, par le biais d'un programme de renforcement des capacités, les administrations douanières nationales à appliquer ledit Cadre. Le Cadre contribue à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement grâce à la communication préalable de renseignements sur le chargement, à l'application des principes de gestion des risques, à l'emploi d'équipement permettant de contrôler le chargement de manière non intrusive, à l'établissement de programmes concernant les opérateurs économiques agréés et aux partenariats entre les autorités douanières et entre ces autorités et les parties intervenant dans les échanges commerciaux. Le Cadre a pour but de protéger le commerce mondial contre les menaces présentées par le terrorisme international, la criminalité organisée et la progression constante des infractions douanières. Il fournit une plate-forme structurée en vue de faciliter les mouvements licites de marchandises livrées au commerce international. Il repose sur quatre principes fondamentaux: l'information électronique préalable; la gestion des risques; l'inspection à la sortie; et les partenariats commerciaux. Sur demande, l'OMD aide ses États membres à établir des études diagnostiques en vue de renforcer leurs capacités. Ces études sont conçues pour déterminer l'état de l'application des lois et règlements et suggérer des solutions qui pourraient être viablement adoptées. Pour aider davantage ses membres et d'autres entités en matière de sécurité du commerce à l'échelle mondiale, l'OMC a publié un document de recherche intitulé – *The Customs Supply Chain Security Paradigm and 9/11: Ten Years On and Beyond* – que l'on peut télécharger à partir de la section «Recherche» du site Web de l'OMC accessible au public.

G. Organisation mondiale de la santé animale (OIE)

<http://www.oie.int/>

58. Les activités de l'OIE liées à la Convention ont été examinées de façon assez approfondie dans le document de base établi pour la sixième Conférence d'examen (voir BWC/CONF.VI/INF.2). L'OIE a poursuivi ses activités relatives à la Convention.

Code sanitaire de l'OIE pour les animaux terrestres (le Code terrestre)

59. Le Code terrestre énonce des normes pour l'amélioration de la santé et du bien-être des animaux et de la santé publique vétérinaire à l'échelle mondiale, y compris des normes relatives à la sécurité du commerce international des animaux terrestres (mammifères, oiseaux et abeilles) et des produits tirés de ces animaux. Il énonce des mesures sanitaires à prendre pour la détection et la notification des agents pathogènes pour les animaux ou les êtres humains et pour la lutte contre ces agents, ainsi que des mesures à prendre pour éviter leur transfert par le biais du commerce international des animaux et des produits tirés des animaux, tout en évitant d'établir des barrières sanitaires injustifiées qui pourraient faire obstacle au commerce. Les mesures sanitaires énoncées dans le Code terrestre ont été formellement adoptées par l'Assemblée mondiale des délégués des membres de l'OIE. Sa toute dernière version est la vingtième édition arrêtée durant la soixante-dix-neuvième Session générale en mai 2011.

Code sanitaire de l'OIE pour les animaux aquatique (le Code aquatique)

60. Le Code aquatique énonce des normes pour améliorer la santé et le bien-être des animaux aquatiques et la santé publique vétérinaire à l'échelle mondiale, y compris des normes relatives à la sécurité du commerce international des animaux aquatiques et des produits tirés de ces animaux. Il énonce des mesures sanitaires à prendre pour la détection et la notification des agents pathogènes pour les animaux aquatiques et, dans le cas des zoonoses, pour les humains, ainsi que des mesures à prendre pour éviter leur transfert par le biais du commerce international des animaux aquatiques et des produits tirés de ces animaux, tout en évitant d'établir des barrières sanitaires injustifiées qui pourraient faire obstacle au commerce. Les mesures sanitaires énoncées dans le Code aquatique ont été formellement adoptées par l'Assemblée mondiale des délégués des membres de l'OIE. Sa toute dernière version est la quatorzième édition, arrêtée durant la soixante-dix-neuvième Session générale en mai 2011.

61. L'outil d'évaluation des performances des services vétérinaires a aussi été actualisé (troisième édition en 2008). Cet outil de l'OIE est conçu pour aider les services vétérinaires à déterminer leur niveau de performance, à repérer les lacunes et les faiblesses en ce qui concerne leur capacité à appliquer les normes internationales de l'OIE, à parvenir à une vision commune avec les parties prenantes (y compris le secteur privé), à définir des priorités et à mener à bien des initiatives stratégiques¹⁰.

62. Comme l'OMS, l'OIE s'attache à développer son programme de jumelage entre laboratoires et contribue au renforcement des capacités des laboratoires dans toutes les régions du monde et, plus précisément, à créer et appuyer les compétences scientifiques dans les pays en développement et dans les pays en transition. Ces activités favorisent les échanges de connaissances, d'idées et de données d'expérience entre les deux parties, en leur donnant des possibilités de mettre au point des méthodes de diagnostic dans les laboratoires ayant les compétences scientifiques voulues, pour progresser vers le respect des normes internationales de l'OIE et, dans certain cas, de donner à des laboratoires le statut de laboratoire de référence de l'OIE.

IV. Organisations scientifiques et commerciales internationales

A. IAP – Le Réseau mondial des académies des sciences

<http://www.interacademies.net/>

63. Lancé en 1993, le Groupe interacadémies sur les questions internationales (IAP) est censé servir de réseau mondial des académies scientifiques à travers le monde et a vocation à aider ses membres à collaborer en vue de mieux conseiller les gouvernements et la société civile quant aux aspects scientifiques des questions d'intérêt mondial. Conformément à ses statuts, le Groupe a cinq objectifs précis:

- a) Donner des conseils aux gouvernements et aux organisations internationales concernant les aspects scientifiques de questions importantes à l'échelle mondiale;
- b) Promouvoir la coopération et l'échange de données d'information et d'expérience, et développer des vues communes des académies des sciences;
- c) Renforcer les capacités des académies des sciences nationales;

¹⁰ http://web.oie.int/download/SC/EN_OIE%20PVS%20Tool_2008.pdf.

d) Aider les milieux scientifiques de pays dépourvus d'académies des sciences à en établir; et

e) Organiser des conférences, des ateliers et des colloques, et publier des déclarations ou des rapports sur des questions pouvant susciter de profondes inquiétudes au plan international.

64. L'IAP supervise actuellement l'exécution d'un projet sur la formation en biosécurité et l'accroissement de la sensibilisation au problème du double usage qui est réalisé avec pour chef de file l'Académie polonaise des sciences, agissant en collaboration avec les Académies nationales des États-Unis, la Royal Society du Royaume-Uni, l'Académie des sciences du Nigéria et l'Académie cubaine des sciences. Le principal objectif du projet est d'accroître les connaissances de la communauté scientifique sur la biosécurité et les risques liés à l'utilisation abusive des progrès réalisés dans les domaines scientifiques, en particulier dans celui des sciences de la vie¹¹.

B. Association du transport aérien international (IATA)

http://www.iata.org/whatwedo/security_issues/index.htm

65. L'IATA est une organisation commerciale mondiale réunissant environ 260 compagnies aériennes. En matière de sécurité, elle s'intéresse principalement à la prévention d'attaques contre des aéronefs. Toutefois, elle participe également à l'élaboration de pratiques optimales et de règlements types relatifs à la sûreté et à la sécurité biologiques, ainsi qu'au transport des matières dangereuses¹². L'Association fait fonction de centre de compétences techniques pour le transport aérien des marchandises dangereuses. Elle établit une réglementation à cette fin à l'intention des compagnies qui en sont membres. En outre, elle propose des normes en matière de documentation, de manipulation et de formation, et encourage activement l'adoption et l'application de ces normes par l'industrie du fret aérien. L'IATA dispose d'un institut spécialisé dans la formation et le perfectionnement, qui propose des cours en plusieurs langues, pouvant être sanctionnés par des diplômes.

66. La réglementation pour le transport des marchandises dangereuses est établie par le Conseil des marchandises dangereuses de l'Association, qui est composé de 12 experts élus par les compagnies aériennes membres. Cette réglementation est fondée sur la classification utilisée dans les Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses de l'ONU (voir la section relative au Conseil économique et social). La version la plus récente est la cinquante-troisième édition, datée de 2012, qui est déjà disponible en version électronique sur le site Web de l'IATA¹³.

C. Fédération internationale des associations de biosécurité (IFBA)

<http://www.internationalbiosafety.org>

67. Le Groupe international sur la biosécurité a été créé en 2001 parce que le besoin avait été exprimé de pouvoir disposer d'une instance internationale où serait examinée une vaste gamme de questions importantes relatives à la biosécurité. En 2009, le secrétariat du Groupe est devenu la Fédération internationale des associations de biosécurité (IFBA). La

¹¹ <http://www.interacademies.net/Activities/Projects/15186.aspx>.

¹² http://www.iata.org/whatwedo/cargo/dangerous_goods/Pages/index.aspx.

¹³ <http://www.iata.org/ps/publications/dgr/Pages/software.aspx>.

Fédération est un cadre où les spécialistes de la biosécurité de diverses nations coordonnent et élaborent un programme mondial de biosécurité pour l'harmonisation internationale, l'échange d'informations, la mise au point de normes communes et la collaboration sur tous les aspects de la biosécurité. Sa mission consiste à appuyer et promouvoir la biosécurité aux niveaux national et international grâce à une collaboration entre les organisations nationales et régionales de biosécurité un peu partout dans le monde. Les objectifs stratégiques sont les suivants:

- a) Création d'un organe consultatif international sur la biosécurité, coordination de ses activités et définition de son mandat;
- b) Établissement de protocoles et procédures normalisés en matière de biosécurité, rassemblement d'une documentation à leur sujet et maintenance et communication dans ce domaine;
- c) Établissement de liens entre les partenaires clefs;
- d) Création d'un inventaire des meilleures pratiques en matière de biosécurité dans les laboratoires et sur le terrain et mise en commun des compétences des organismes nationaux de biosécurité;
- e) Appui aux sciences et à la recherche appliquées en matière de biosécurité.

68. La Fédération organise des réunions et des contacts réguliers (par courriel, conférences téléphoniques, etc.) pour examiner les objectifs stratégiques, les buts et les questions d'actualité. L'IFBA a établi et publié un *International Compendium of Regulations, Guidelines and Information Sources* (recueil international de règles, directives et sources d'informations) en matière de biosécurité. Une version électronique sur le Web sera aussi établie pour rendre le «compendium» plus accessible par les spécialistes de la biosécurité un peu partout dans le monde et pour suivre le rythme de l'évolution continue que l'on observe dans le domaine de la biosécurité. Les efforts continus faits par la Fédération pour sensibiliser davantage les spécialistes et le public à la biosécurité en recourant à une communication efficace lui ont permis de devenir un cadre servant au dialogue entre les associations internationales et à l'échange d'informations entre les acteurs pertinents.

69. Tout récemment, en février 2011, l'IFBA a organisé à Bangkok une conférence internationale sur la sécurité et la sûreté biologiques dans le cadre de laquelle les participants ont examiné les meilleurs moyens d'identifier les lacunes auxquelles il faut remédier d'urgence et les priorités et ont adopté une déclaration sur les progrès à réaliser en matière de sécurité et de sûreté biologiques (*Declaration on Advancing Global Biosafety and Biosecurity*). Ils ont recommandé des mesures à prendre pour progresser dans les domaines de la sécurité et de la sûreté biologiques en mettant tout particulièrement l'accent sur la création de capacités durables là où cela est le plus nécessaire.